

M. MACDONALD: Calculée depuis 1914.

L'hon. sir THOMAS WHITE: C'est là la dépense totale depuis 1914.

M. MACLEAN (Halifax): Quelle a été la dépense totale du 1er avril au 20 juillet 1917.

L'hon. sir THOMAS WHITE: Dépense totale de la guerre, Canada, du 1er avril au 20 juillet 1917, \$39,702,000. Il sera intéressant pour le comité de remarquer que le montant qu'il nous reste en mains, bien qu'il ne soit pas tout à fait le même, est à peu près égal alors à la dépense qu'à faite le Canada pour la guerre. Je n'ai pas sous la main un état des sommes qui ont été dépensées en Grande-Bretagne et ailleurs du 1er avril au 20 juillet cette année. Tout ce que je peux donner c'est un état général de ce que nous avons dépensé ailleurs qu'au Canada depuis que la guerre a éclaté. Je me propose de donner plus tard, probablement dans une semaine ou une dizaine de jours, un état financier dans lequel je me consacrerai surtout à cette question car, je veux que la Chambre et le pays soient bien informés de la situation financière. Je crois qu'il n'est que juste qu'ils soient mis en possession des faits et c'est mon devoir de ministre de les leur fournir.

Le montant total que le Canada a emprunté en Angleterre jusqu'au 20 juillet 1917 a été en chiffres ronds de \$317,000,000, tout compris. D'un autre côté nous avons prêté à la Grande-Bretagne jusqu'au 20 juillet 1917 \$302,000,000. Ces montants sont à peu près égaux excepté que nous avons remboursé à l'Angleterre \$107,000,000 de notre dette par une émission d'obligations à trois et demi pour cent, remboursables le premier de mars 1918, soit \$95,000,000 et des obligations à 4 et demi pour 100 dues, le 1er décembre 1915 au montant de \$12,400,000—soit un total de \$107,000,000.

Avec cette émission d'obligations, nous avons payé notre dette envers l'Angleterre. Je me suis servi du mot "remboursé" parce que ces obligations sont déposées à New-York en garantie de la dette de l'Angleterre. De sorte que le compte courant entre la Grande-Bretagne et le Canada, au 20 juillet 1917, accuse environ \$95,000,000, en faveur du Canada. Cet état ne contient nécessairement que des fragments. Mon état financier devant la Chambre, un peu plus tard, indiquera nos dépenses en perspective pour quelques années à venir, et j'informerai aussi la Chambre de ce que nous faisons ici au point de vue financier pour que la Grande-Bretagne achète au Ca-

nada les munitions, le fromage, le foin, l'avoine, la farine et autres denrées. Je me suis inspiré de notre devoir d'aider la Grande-Bretagne à acheter des munitions et de la nourriture au Canada. C'est de notre devoir d'abord parce que nous l'aidons d'une façon matérielle dans la poursuite de la guerre, et deuxièmement parce que c'est un grand avantage pour ce pays au point de vue des affaires et de l'agriculture que la Grande-Bretagne soit en état d'acheter au Canada des munitions, la matière première, des fournitures de toutes sortes, du fromage et autres denrées. Nous avons pu faire beaucoup pour aider à la Grande-Bretagne. Dans mon état, je ferai allusion à l'aide que nous avons donnée et sommes à la veille de donner à l'Angleterre. Il est nécessaire que nous donnions à l'Angleterre une aide financière libérale de manière à lui permettre d'acheter au Canada parce qu'il existe ici un élément auquel j'hésite à faire allusion, vu que je sais que l'honorable député de Pictou (M. Macdonald) y voit une objection. Je veux parler de la question de l'échange. Mon honorable ami prétend que chaque fois que je me trouve dans la perplexité ou acculé, j'ai recours à la question de l'échange. Je voudrais dire à mon honorable ami de Pictou qui en connaît plus long sur les questions de l'échange qu'il n'en a laissé soupçonner dans les remarques qu'il a faites à mon sujet que la question de l'échange a une importance dont on ne saurait trop évaluer l'importance.

En résumé, on peut dire ceci: la Grande-Bretagne ne peut acheter, de ce côté-ci de l'Atlantique, que jusqu'à concurrence de ce qu'elle peut emprunter au Canada ou aux Etats-Unis. L'Angleterre étant ainsi dans l'obligation de consacrer ses emprunts américains à solder ses achats dans ce pays, il est nécessaire que le Canada fournisse au gouvernement impérial la plus grande somme de crédit possible, afin de lui permettre d'acheter ces munitions et ces denrées alimentaires dont il a si grandement besoin pour son armée et pour sa population civile. Voilà ce que nous avons essayé de faire, dans toute la mesure de nos forces.

M. CARVELL: Nos achats en Angleterre ne sont-ils pas aussi une aide pour le gouvernement impérial?

L'hon. sir THOMAS WHITE: Dans l'état actuel du change et du trafic maritime et par suite de la perturbation que la guerre a apportée dans les industries anglaises, nos importations de la Grande-Bretagne sont